

TUNISIE

Tableau 1 **2019**

Population (en millions)	11,7
PIB (en milliards de dollars courants)	38,8
PIB par habitant (en dollars courants)	3 311,2
Taux de pauvreté, seuil national ^a	15,2
Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars) ^a	3,0
Indice de Gini ^a	32,8
Taux de scolarisation dans le primaire (% brut) ^b	115,4
Espérance de vie à la naissance (années) ^b	76,5

Source : WDI, Macro Poverty Outlook et données officielles.
Notes :

a) Valeur la plus récente (2015).

b) Valeur WDI la plus récente (2018).

Après avoir réussi à circonscrire la première vague de Covid-19, la Tunisie a connu vers la mi-2020 un fort ralentissement de la croissance, de l'emploi et des recettes budgétaires qui a rendu l'ampleur du choc plus perceptible. Les perspectives économiques pour 2020 se sont dégradées depuis les dernières prévisions. Dans l'intervalle, une deuxième vague d'infections et de nouvelles turbulences sur le front politique génèrent plus d'incertitudes.

Faits marquants et défis

La pandémie survient à un moment de grande fragilité dans l'histoire de l'économie tunisienne. En raison de l'instabilité politique qui persiste depuis la révolution, le pays peine à regagner la confiance des investisseurs, de sorte que la croissance du PIB n'a été que de 1,5 % en moyenne entre 2011 et 2019. La croissance repose désormais de plus en plus sur la consommation tandis que les investissements et les exportations restent nettement inférieurs à leurs niveaux respectifs d'avant la révolution et le chômage demeure obstinément élevé à 15 %. Pendant que la croissance marquait le pas, le contrat social qui considère le secteur public comme une source d'emplois et un garant de l'accessibilité financière a conduit à la détérioration du contexte budgétaire sous le poids d'une masse salariale publique considérable et des subventions aux prix à la consommation.

Les autorités tunisiennes ont bien géré la première vague de la pandémie, évitant qu'elle se propage à grande échelle en imposant très tôt un confinement strict. Elle a ainsi pu lever toutes les mesures de confinement et rouvrir les frontières dès début juillet. Cependant, une nouvelle vague d'infections est apparue, qui dépasse la première en gravité. À titre d'exemple, 477 nouvelles infections ont été enregistrées le 14 septembre, contre un pic de 61 cas en avril. Les cas sont principalement concentrés dans des groupes déterminés. La gestion de la crise tient à la recherche de contacts et à des confinements localisés, mais les mesures de distanciation sociale limitées entravent le respect du confinement.

Un autre défi majeur concerne la capacité de reconstruire l'économie après ce choc. La fragmentation de l'environnement politique, l'insuffisance des ressources budgétaires et la pression sociale exercée de

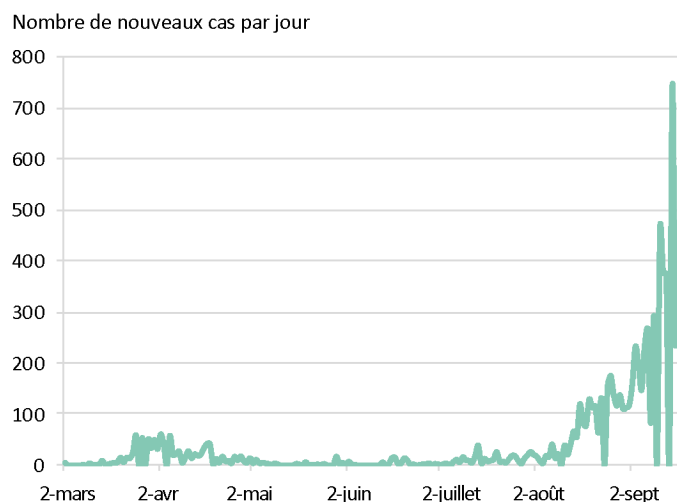
plus en plus par une population frustrée laissent entrevoir une marge de manœuvre limitée. Pourtant, les réformes dont le pays a besoin pour améliorer sa situation budgétaire, restaurer la confiance des investisseurs et accroître sa productivité sont plus urgentes que jamais.

Évolutions récentes

La pandémie a un impact plus lourd qu'initialement prévu. Le confinement a affaibli l'offre et la demande intérieures, entraînant une contraction du PIB de 21 % (en glissement annuel) au deuxième trimestre. Dans le même temps, la réduction de la demande extérieure et les restrictions de voyage ont fait baisser les recettes touristiques de 47 % ainsi que les exportations de produits mécaniques et électriques et de textiles (qui sont les principales exportations manufacturières de la Tunisie) de 27 % vers la mi-2020, en glissement annuel. D'autres facteurs influent également sur la croissance cette année. De nouveaux bouleversements politiques provoqués par la démission du gouvernement d'Elyes Fakhfakh formé récemment ont plongé le pays dans une plus grande incertitude, et les interruptions de travail plombent la production minière. Pris ensemble, ces facteurs devraient contribuer à un ralentissement de l'économie de 9,2 % en 2020, ce qui représente une baisse par rapport aux premières prévisions de -4 % en lien avec la COVID. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que le chômage soit passé de 15 à 18 % au deuxième trimestre de l'année, un niveau atteint pour la dernière fois pendant la révolution de 2011.

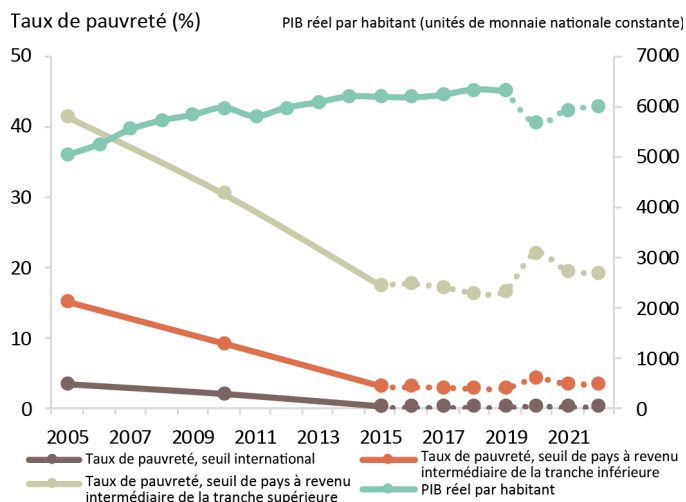
La pauvreté et la vulnérabilité devraient augmenter et inverser la tendance à la réduction rapide de la pauvreté observée ces dernières années. Les témoignages recueillis dans le cadre d'une série d'entretiens téléphoniques menés conjointement par l'Institut national de la statistique (INS) et la Banque mondiale

FIGURE 1 Tunisie / Nouveaux cas de Covid-19



Sources : Organisation mondiale de la santé.

FIGURE 2 Tunisie / Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant



Sources : Banque mondiale. Notes : voir tableau 2.

semblent indiquer que la pandémie a modifié les habitudes alimentaires. En effet, les ménages les plus pauvres ont réduit leur consommation alimentaire ou commencé à consommer des aliments moins appréciés. Pour faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires ou compenser les pertes d'emplois, les ménages ont puisé dans leurs économies, reçu de l'aide ou emprunté de l'argent à des proches et différé le paiement de leurs obligations. En 2020, l'extrême pauvreté mesurée sur la base du seuil de pauvreté international de 1,9 dollar en PPA restera inférieure à 1 %, tandis que la pauvreté mesurée sur la base d'un seuil de 3,2 dollars en PPA devrait augmenter d'environ 1,3 point de pourcentage, passant de 2,9 à 4,2 %. En outre, le pourcentage de la population susceptible de basculer dans la pauvreté devrait croître en 2020. L'utilisation d'un seuil de dépenses de 5,5 dollars en PPA ferait grimper le nombre de pauvres et de personnes exposées à la pauvreté, qui passerait de 16,6 à 22 % de la population totale. D'après les prévisions, le déficit du compte courant reste élevé, s'établissant à 7,1 % du PIB en 2020. Il s'agit cependant d'une amélioration par rapport aux 8,8 % de 2019, les importations diminuant plus vite que les exportations. Ces facteurs sont de nature à soutenir l'accroissement continu des réserves de change, qui couvriraient 142 jours d'importations en août (contre 95 jours un an plus tôt). En revanche, le déficit budgétaire a été aggravé par

une baisse de 11 % des recettes en milieu d'année, qui fait écho au ralentissement de l'activité économique et aux mesures de report d'impôts. La masse salariale a augmenté de 14 % à la mi-2020, ajoutant aux pressions sur les dépenses et signalant l'absence de progrès dans la maîtrise du fichier solde de l'État. Ces développements accroissent la vulnérabilité liée à la dette : on prévoit en effet que la dette publique devrait passer de 72,2 % du PIB en 2019 à un pic de 86,6 % du PIB en 2020, ce qui est nettement supérieur à l'indice de référence du fardeau de la dette des marchés émergents établi à 70 % du PIB.

Perspectives

Après une contraction anticipée de 9,2 % en 2020, la croissance devrait temporairement s'accélérer pour s'établir autour de 6 % à mesure que les effets de la pandémie s'estompent. Cependant, après cette brève embellie, la trajectoire de la croissance devrait revenir à un rythme plus modéré d'environ 2 %. Dans ce contexte, le déficit du compte courant devrait rétrécir en même temps que les industries d'exportation remontent la pente. Cette amélioration se produirait à pas lents, compte tenu des contraintes structurelles persistantes et de l'incertitude politique ambiante. Le déficit budgétaire quant à lui devrait se creuser pour atteindre 8,1 % du PIB en 2020, avant de diminuer

progressivement jusqu'à 4,5 % d'ici 2022, au regard des risques baissiers liés à une masse salariale croissante.

Les perspectives de réformes pour soutenir la reprise s'annoncent difficiles. La population étant déjà mise à rude épreuve par ce choc sans précédent, il y a peu de marge de manœuvre pour améliorer les perspectives budgétaires en réduisant la masse salariale et les subventions non ciblées. Des réformes structurelles visant à améliorer les performances des entreprises publiques, à accroître la contestabilité des marchés et à lutter contre la corruption sont de plus en plus nécessaires, mais elles dépendront de la capacité du nouveau gouvernement de technocrates formé en septembre 2020 par Hichem Mechichi à dégager un consensus sur la mise en œuvre des réformes nécessaires. Les risques pour la sécurité constituent une autre préoccupation pour l'avenir, compte tenu des incidents ponctuels (dont le plus récent remonte au 6 septembre) qui entravent les perspectives de reprise du tourisme. Après avoir accusé une augmentation en 2020, la pauvreté devrait commencer à diminuer à partir de 2021, bien que lentement.

TABLE 2 Tunisie / Indicateurs macroéconomiques des perspectives (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)
en matière de pauvreté

	2017	2018	2019	2020 e	2021 p	2022 p
Croissance du PIB réel aux prix constants du marché	2,0	2,7	1,0	-9,2	5,9	2,0
Consommation privée	2,5	2,1	0,9	-3,0	4,1	1,7
Consommation des administrations publiques	0,3	0,2	0,3	-4,8	-5,1	1,3
Formation brute de capital fixe	0,3	2,0	-12,3	-42,1	28,4	-2,5
Exportations, biens et services	4,6	4,4	-5,0	-19,0	21,0	12,0
Importations, biens et services	3,5	1,7	-8,6	-18,0	16,0	9,0
Croissance du PIB réel, aux prix constants des facteurs	1,8	2,6	0,9	-8,8	5,9	2,0
Agriculture	1,8	11,3	0,8	5,3	2,0	4,0
Industrie	-0,7	0,2	-1,0	-10,7	4,2	2,0
Services	2,9	2,3	1,7	-10,2	7,2	1,6
Inflation (Indice des prix à la consommation)	6,3	6,5	7,1	5,6	5,0	4,5
Solde du compte courant (% du PIB)	-10,3	-11,2	-8,8	-7,1	-6,2	-6,3
Investissements directs étrangers nets (% du PIB)		2,5	2,1	0,8	1,5	1,9
Solde budgétaire (% du PIB)	-6,1	-4,8	-3,6	-8,1	-5,4	-4,5
Dette (% du PIB)	70,4	78,2	72,5	86,6	85,1	85,5
Solde primaire (% du PBI)	-3,7	-2,1	-0,7	-4,9	-2,2	-1,7
Taux de pauvreté, seuil international (1,9 dollar en PPA de 2011)^{a,b}	0,2	0,2	0,2	0,4	0,3	0,3
Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars en PPA de 2011)^{a,b}	3,0	2,8	2,9	4,2	3,6	3,4
Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (5,5 dollars en PPA de 2011)^{a,b}	17,1	16,3	16,6	22,0	19,5	19,1

Source : Autorités tunisiennes ; Banque Mondiale, Pôles mondiaux d'expertise en Pauvreté et équité et Macroéconomie, commerce et investissement ; FMI.
Notes : e = estimation, p = prévision.

a) Calculs basés sur 2015—ENBCNV. Données réelles : 2015. Prévision immédiate : 2016-2019. Les prévisions portent sur la période 2020 à 2022.

b) Projection basées sur une hypothèse de répartition neutre (2015) avec répercussion des variations du taux de change = 1 sur la base d'un PIB par habitant en unités de monnaie nationale constante.